Monsieur le Président

Cecilia Chimbiri, Joana Mamombe et Netsai Marova ont été arrêtées le 13 mai 2020 à un barrage routier érigé par la police à Harare, la capitale. Elles avaient dirigé une manifestation contre les pouvoirs publics, critiquant leur mauvaise gestion du Covid-19 et des problèmes de faim dans le pays.

Le même jour, elles ont disparu tandis qu’elles se trouvaient aux mains de la police. Elles ont alors été torturées et agressées sexuellement. Retrouvées le 15 mai, abandonnées à Bindura, à 87 km de Harare, les trois militantes furent hospitalisées. Quelques jours plus tard, alors qu’elles étaient encore à l’hôpital, la police les a inculpées de *« rassemblement avec l'intention de fomenter la violence publique et les troubles à l'ordre public* ». Des surveillants pénitentiaires et policiers ont été dépêchés sur place afin de les empêcher de communiquer avec des journalistes. Après avoir déclaré qu’elles avaient reconnu certains de leurs agresseurs, les trois femmes ont à nouveau été arrêtées, le 10 juin 2020, accusées d’avoir simulé leur calvaire, et détenues jusqu’au 26 juin 2020, date à laquelle elles ont été libérées sous caution. Aucune enquête n’a été ouverte sur leur disparition et leurs allégations crédibles de torture, y compris d’agression sexuelle. Leur procès, ouvert en janvier 2022, est toujours en cours. En tant que membre/sympathisant(e) d’Amnesty International, je vous demande, Monsieur le Président, d’abandonner immédiatement et sans condition les accusations retenues contre Cecellia, Joanah et Netsai et de mettre fin au harcèlement qu’elles subissent pour avoir exercé pacifiquement leur droit de manifester et avoir dénoncé des violences sexuelles. Dans l’attente, je vous prie d’agréer l’expression de ma haute considération.